

Malgré la crise sanitaire et sociale, le gouvernement continue ses tentatives de division et multiplie les discours contradictoirs auprès de la population et des salariés·e·s ; ceci en poursuivant une politique de casse de la Sécurité Sociale, notamment en fragilisant son financement, et en tentant d'imposer une réforme de l'assurance-chômage régressive et un recul de l'âge de départ en retraite.

Les débats parlementaires sur la Loi de Finance et de la Sécurité Sociale 2022 approchent, il est temps que les revendications des salarié·e·s de la fonction publique hospitalière soient enfin entendues. Pour retrouver des conditions de travail acceptables, il est plus que jamais urgent de financer un plan de formation et d'embauche massif d'hospitaliers !!!!

Mardi 050ctobre



RASSEMBLEMENT DEVANT LA PRÉFECTURE DE NANTES À PARTIR DE 10H

Toutes et tous ensemble pour NOS REVENDICATIONS :

- ◆ une politique de retour au plein-emploi par un moratoire sur la fermeture des entreprises, un veto des représentants des salariés sur les plans de licenciements, la diminution du temps de travail à 32 heures, des investissements massifs dans les filières industrielles ainsi que dans l'enseignement et la recherche, la conditionnalité des aides publiques aux entreprises et leur remboursement en cas de suppression d'emplois...
- un renforcement de notre système de retraite par répartition à prestations définies avec un âge de départ à 60 ans à taux plein, des départs anticipés pour les métiers pénibles, la prise en compte des études et de la période de recherche d'un premier emploi...
- une augmentation générale des salaires et des

- minima sociaux, un Smic à 2000 €, le dégel du point d'indice dans la fonction publique et les entreprises publiques...
- ◆ le développement de notre protection sociale avec un financement à la hauteur des enjeux dont notamment l'arrêt des exonérations patronales, remboursement à 100 % des soins de santé par la Sécurité social.
- une véritable égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes avec des dispositifs contraignants pour les entreprises, le renforcement des contrôles et la mise en place de sanctions dissuasives, mettre fin aux temps partiels de moins de 24 heures, revaloriser les métiers à prédominance féminine, rattraper les retards de carrière...











05 octobre 2021 Grève et mobilisation pour gagner

Les organisations syndicales représentatives de la Fonction publique CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP appellent l'ensemble des fonctionnaires et agents-es publics à cesser le travail le 5 octobre 2021 et à participer aux mobilisations organisées avec le secteur privé.

Subissant depuis des années des politiques publiques d'austérité qui ont dégradé considérablement leurs conditions de travail et leur pouvoir d'achat, les fonctionnaires et agents-es publics s'inscrivent dans les revendications portées sur le plan interprofessionnel, notamment :

- l'augmentation générale des salaires par la revalorisation du point d'indice et l'amélioration de la grille indiciaire, ainsi que des mesures fortes pour gagner l'égalité professionnelle,
- l'arrêt des suppressions de postes et des recrutements partout où c'est nécessaire,
- l'abandon du projet de loi 3DS, des restructurations et le maintien et le développement de services publics de proximité,
- l'arrêt des emplois précaires et la mise en place d'un plan massif de titularisation et/ou de CDIsation,
- l'engagement que la réforme portant sur un régime universel des retraites ou la remise en cause des régimes spéciaux est abandonnée.

Tout en réaffirmant que la priorité doit être à la mise en œuvre des moyens indispensables pour protéger la santé de la population et des salariés-es en particulier, dont fait partie aujourd'hui la vaccination à laquelle chacun doit pouvoir accéder, nous rappelons qu'il est inacceptable de sanctionner un-e agent-e sur un plan professionnel au regard de choix personnels, le tout sans possibilité de débat contradictoire par la saisine des CAP ou CCP.

C'est pourquoi, nos organisations refusent toute suspension des agents-es et interruption de leur rémunération et demandent le retrait de cette disposition du projet de loi.

Elles revendiquent davantage de moyens pour la santé et l'hôpital public et, globalement, des budgets 2022 en rupture avec les politiques d'austérité.

Face à un Président de la République et un Gouvernement qui continuent de faire la sourde oreille aux revendications portées par les organisations syndicales des travailleurs-euses, il est temps de nous faire entendre!

Nos organisations syndicales apportent leur soutien à toutes les mobilisations en cours notamment à l'Education nationale le 23 septembre prochain et en solidarité avec les retraités-esle 1er octobre 2021, processus de lutte qui doivent converger le 5 octobre prochain.

Ensemble, public, privé, soyons solidaires et prenons notre destin entre nos mains. !

En grève et aux manifestations le 5 octobre 2021!

Fait à Paris le 17 septembre 2021

Le combat continue! On	a besoin de vous ! C'est le m	noment pour se syndiquer!
Nom :	Prénom:	(国2394天)国
Etablissement :	Service :	
Adresse :		
N° téléphone:	Adresse Mail :	
☐ Je souhaite adhérer à la CGT		
Je souhaite prendre contact avec la CGT pour avoir plus de renseignements sur la syndicalisation		
Siège Social : HOTEL-DIEU, 3, Rue Gaston Veil - 44093 NANTES Cedex 1 02 40 08 45 21 & 02 40 08 45 37		
Hôpital G & R Laënnec : 02 40 16 59 48 Hôpital Saint-Jacques : 02 40 84 65 71		